



## Toutes et tous dans la rue LE 13 JUIN

L'ampleur des mobilisations du 29 janvier, 19 mars, 1er mai ont permis d'obtenir des débuts de résultats. Ceux-ci sont très insuffisants au regard des revendications exprimées le 5 janvier 2009, alors que la crise continue de s'aggraver. Patronat et gouvernement doivent engager des négociations et la concertation sur les sujets prioritaires les plus urgents.

**Le gouvernement doit mettre le « social » au centre de sa politique économique :**

- **Revaloriser** le SMIC, les minima sociaux, les pensions et les retraites, conditionner toute aide publique, tout allègement de cotisations sociales à des contreparties mesurables en matière d'emploi, de qualification et de rémunération ;
- **Mettre en œuvre** un plan ambitieux en faveur de l'emploi et de la qualification des jeunes ;
- **Prolonger** l'indemnisation des demandeurs d'emploi en fin de droit. Donner à Pôle-Emploi les moyens nécessaires à l'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emplois ;
- **Supprimer** la défiscalisation des heures supplémentaires et le bouclier fiscal, mettre à contribution les stock-options au titre de la solidarité, consacrer ces ressources nouvelles au financement des mesures sociales ;
- **Impulser** dans les entreprises une autre répartition et redistribution des richesses produites, afin d'améliorer les salaires et de réduire les inégalités ;
- **Promouvoir** des mesures favorables à l'emploi des jeunes permettant leur insertion sociale et professionnelle durable.

**Le gouvernement doit renoncer** à l'extension du travail du dimanche, garantir à l'hôpital public les moyens de ses missions, développer le logement social, encadrer le prix des loyers.

**Dans la Fonction Publique** le non remplacement des départs à la retraite se traduit par de véritables plans sociaux. En 2009, ce sont plus de 30 000 suppressions de postes dans la Fonction Publique de l'Etat dont plus de 3 000 à BERCY. La loi de finances pour 2010 prévoit 34 000 suppressions de postes. De plus, le projet de loi dit de la mobilité et des parcours professionnels -auquel nous nous opposons fortement- a pour but d'aggraver encore ces mesures puisque son objectif principal consiste à favoriser le licenciement des fonctionnaires...

**A Bercy, les Ministres continuent d'afficher un réel mépris à l'encontre de l'ensemble des personnels et de leurs représentants.**

**Pour obtenir des résultats concrets au sommet social annoncé par le Président de la république pour fin juin,**

**Ensemble, défendons l'emploi, le pouvoir  
d'achat et les services publics.**

**TOUS PLACE DE LA BASTILLE  
Samedi 13 juin 2009 à 14H00**